



JEUX OLYMPIQUES D'HIVER 2030 : UNE ÉDITION PEU CÔTEUSE

Septembre 2024

ASTERÈS
études, recherche & conseil économique

✉ contact@asteres.fr

🌐 <https://asteres.fr>

📍 81 Rue Réaumur, 75002 Paris

JEUX OLYMPIQUES D'HIVER 2030 : UNE ÉDITION PEU CÔTEUSE

SYNTHÈSE

Les Jeux Olympiques d'hiver des Alpes françaises 2030 seraient les moins coûteux depuis 1988 et génèreraient la création de près de 50 000 emplois en France. L'attribution des Jeux d'hiver 2030 aux Alpes françaises n'est pas encore définitivement assurée¹ et le budget provisoire n'est pas connu avec certitude. Cependant, au vu des informations actuellement disponibles, Asterès a estimé que les Jeux d'hiver 2030 seraient les moins coûteux depuis Calgary en 1988. Ils génèreraient en France la création de 48 000 emplois, 3,6 milliards d'euros de valeur ajoutée (soit environ 0,15 % du PIB) et 1,6 milliard d'euros de recettes fiscales et sociales. Géographiquement, cette empreinte économique se localiserait pour près de la moitié dans les quatre départements accueillant des épreuves (Hautes-Alpes, Alpes Maritimes, Savoie et Haute-Savoie).

1) JEUX OLYMPIQUES D'HIVER 2030 : UN CÔT LIMITÉ

Le budget anticipé des Jeux d'hiver de 2030 est de 3 milliards d'euros, ce qui en ferait les Jeux d'hiver les moins chers depuis Calgary en 1988. Le budget des Jeux d'hiver des Alpes françaises 2030, s'ils venaient à être définitivement accordés à la France, devrait s'élever à 3 milliards d'euros (2 milliards d'euros pour le Comité d'organisation et 1 milliard d'euros pour les infrastructures). En partant du principe que ce budget provisoire serait scrupuleusement respecté, il s'agirait des Jeux les moins chers depuis Calgary en 1988 (une fois le budget ajusté par le nombre d'athlètes présents).

- Coût en euros de 2030 : un coût d'organisation des Jeux d'hiver 2030 nettement inférieur aux précédentes éditions. Les données de Budzier et Flyvbjerg (2024)² ont servi de base à la comparaison du coût des différentes éditions des Jeux d'hiver. Ces données, exprimées en dollars de 2022, ont été converties en euros³ de 2030⁴ (qui serait l'année de référence pour ajuster les valeurs monétaires). Une fois ces ajustements apportés aux données de Budzier et Flyvbjerg, il apparaît que les Jeux d'hiver de 2030 seraient les moins chers depuis Salt Lake City en 2002.

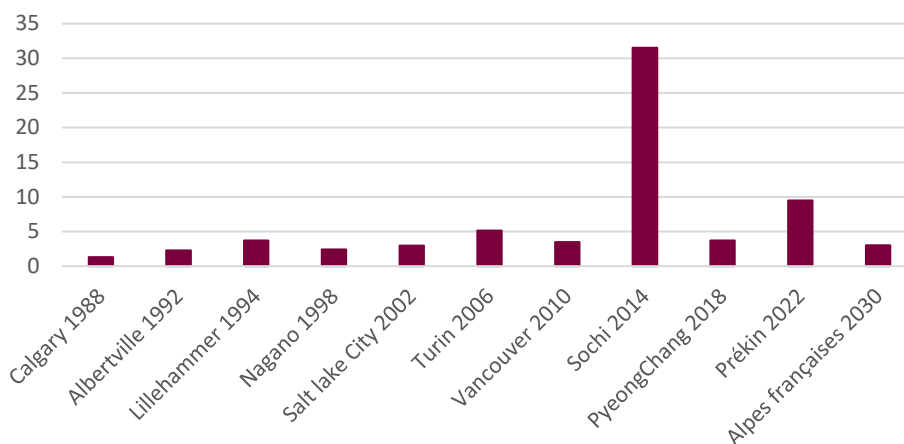
¹ https://www.lemonde.fr/sport/article/2024/07/18/l-attribution-des-jeux-d-hiver-2030-aux-alpes-francaises-suspendue-a-la-garantie-financiere-du-gouvernement_6252222_3242.html

² <https://arxiv.org/pdf/2406.01714>

³ Taux moyen de 1€ = 1,1 \$

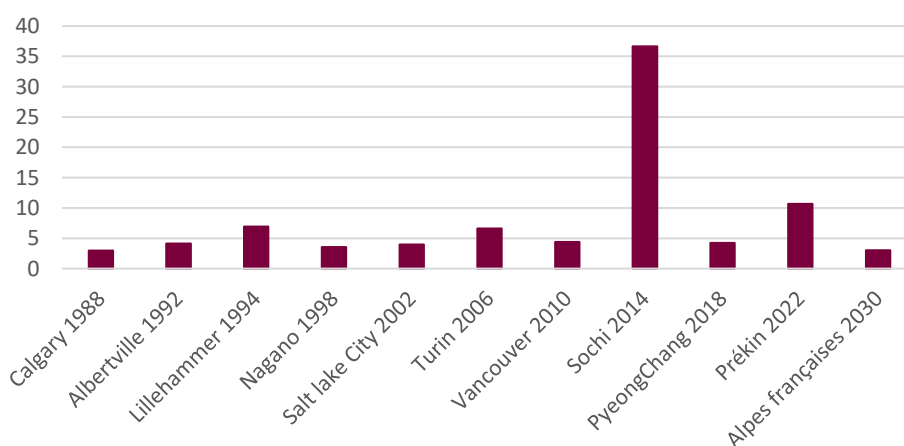
⁴ En estimant un taux d'inflation annuel moyen de 2% entre 2025 et 2030

Coût en euros de 2030, Mds€ (Budzier et Flyvbjerg, Asterès)



- Pondération par le nombre d'athlètes : les Jeux de 2030 seraient les moins chers depuis 1988. De façon à estimer l'efficacité de l'organisation, il convient de pondérer le coût d'organisation des Jeux avec l'évolution de la taille de l'évènement, qui n'a cessé d'augmenter. Asterès a estimé le coût des éditions passées en supposant qu'elles auraient comporté le même nombre d'athlètes que les Alpes françaises 2030 (en faisant l'hypothèse d'un coût identique pour chaque athlète, d'une évolution proportionnelle du coût en fonction du nombre d'athlètes et d'une progression du nombre d'athlètes de 12 % entre 2022 et 2030, conformément à la croissance moyenne depuis 1988⁵). Ainsi, les Jeux de 2030 deviendraient les moins chers (à égalité) depuis Calgary en 1988 (les données de Budzier et Flyvbjerg ne sont pas disponibles pour Sarajevo en 1984).

Coût en euros de 2030 ajusté par le nombre d'athlètes, Mds€ (Budzier et Flyvbjerg, Asterès)



⁵ Données de Budzier et Flyvbjerg (2024) pour le nombre d'athlètes

2) IMPACT ÉCONOMIQUE DES JEUX D'HIVER 2030 : PRÈS DE 50 000 EMPLOIS

Périmètre de la modélisation

La présente analyse économique ne prend en compte que l'impact économique des dépenses d'organisation et d'infrastructure. Ne sont pas considérés ici les impacts potentiels sur le tourisme, l'attractivité ou l'image des territoires, ces effets étant difficiles à quantifier, à plus forte raison six ans avant l'évènement.

Les Jeux Olympiques de 2030 pourraient générer, sur l'ensemble du territoire français, la création de 48 000 emplois ETP, 3,6 milliards d'euros de valeur ajoutée et 1,6 milliard d'euros de recettes sociales et fiscales d'après le Modèle d'Impact d'Asterès (MIA). Le budget total des Jeux de 2030 se monterait à 3 milliards d'euros. Asterès a fait l'hypothèse que les dépenses d'organisation (2 milliards d'euros) seront réparties de façon égale entre les secteurs de l'hôtellerie-restauration et de l'audiovisuel. Les dépenses d'infrastructures (1 milliard d'euros) ont quant à elles été intégralement allouées au secteur de la construction. Ces dépenses ont été injectées dans le modèle d'impact d'Asterès (MIA), qui évalue les effets indirects, induits et en chaîne d'une dépense sur le reste de l'économie française. Ces effets montrent un impact sur l'activité économique qui permettrait la création de 3,6 milliards d'euros de valeur ajoutée en France, soit environ 0,15 % du PIB français. Étalée sur six ans entre 2024 et 2030 (puisque les dépenses d'infrastructures, notamment, auraient lieu avant l'évènement), il en résulterait une hausse de la croissance de 0,02 % chaque année.

Les quatre départements directement concernés capteraient près de la moitié de l'impact économique total. Asterès a fait l'hypothèse que les 3 milliards d'euros de dépenses d'organisation et d'infrastructure seraient dépensés à parts égales entre les quatre départements accueillant des épreuves (Hautes-Alpes, Alpes Maritimes, Savoie et Haute-Savoie). La version départementale du modèle ne permet pas de mesurer un effet en termes de recettes publiques. Logiquement, l'impact économique serait le plus élevé dans ces départements, même si une partie des dépenses effectuées se répercutent sur d'autres départements (par exemple, une construction en Savoie peut utiliser des matériaux fabriqués à l'autre bout de la France). L'impact économique diffère légèrement selon les départements puisque, selon leur taille et leur spécialisation économique, la part des dépenses qui « fuient » vers d'autres départements n'est pas identique.

Répartition territoriale de l'empreinte économique des JO de 2030

	Valeur ajoutée (m€)	Emplois (ETP)
Hautes-Alpes	380	5 500
Alpes Maritimes	400	5 700
Savoie	400	5 700
Haute-Savoie	410	5 800
Reste France	2 060	25 300
Total France	3 650	48 000

Présentation du Modèle d'impact d'Asterès (MIA)

Le Modèle MIA permet d'estimer l'ensemble des effets d'entraînement d'une variation de la demande adressée à l'économie française (effets indirects, induits et en chaîne). Une déclinaison du modèle à l'échelle départementale permet d'obtenir une analyse locale.

Par exemple, les dépenses liées à l'organisation des Jeux Olympiques entraînent une hausse de la demande adressée à l'économie française (qui peut également être tracée à l'échelle départementale dans le modèle). Cela implique également une hausse de la consommation des salariés des entreprises bénéficiant d'une demande accrue et une augmentation des achats des entreprises auprès de leurs fournisseurs, deux effets qui se répercuteront dans un second temps sur d'autres entreprises, et ainsi de suite. MIA estime l'ensemble de ces effets d'entraînement « en cascade » sur l'économie française en termes de création de chiffre d'affaires, de valeur ajoutée, d'emploi et de recettes fiscales (uniquement à l'échelle nationale).

Sylvain BERSINGER, chef économiste chez Asterès

sbersinger@asteres.fr

A S T E R è S
études, recherche & conseil économique